

Proposition prébudgétaire à l'intention du gouvernement fédéral, août 2014

(au nom de : Community Learning Network, Centre for Family Literacy et Literacy Alberta)

Sommaire

Le problème du Canada en matière de littératie et de compétences essentielles remet constamment en question notre capacité d'atteindre les niveaux de compétence professionnelle et de productivité requis pour être concurrentiel dans le monde. Les taux de littératie au Canada se situent que dans la moyenne de ceux des pays de l'OCDE, tandis que les taux de numératie chez les jeunes y sont inférieurs à la moyenne. En outre, le Canada présente un moins bon rendement dans ces deux catégories par rapport à une précédente enquête mondiale effectuée il ya onze ans. Les lacunes grandissantes au niveau des compétences que nous observons actuellement chez les Canadiens ont des répercussions inquiétantes.

La recherche suggère qu'un simple gain de 1 % des niveaux de littératie entraînerait une hausse de 2,5 % de la productivité et de 1,5 % du PIB du Canada. À l'aide du financement du gouvernement fédéral, les organismes qui offrent des services de littératie peuvent apporter des changements positifs et significatifs dans la vie de milliers de Canadiens, atténuer des problèmes économiques et sociaux urgents et aider les Canadiens à acquérir les compétences dont ils ont besoin pour réussir. Plus précisément, nos organisations recommandent que le gouvernement fédéral appuie la littératie :

- en faisant de la littératie et de son financement une grande priorité du gouvernement fédéral;
- en augmentant le financement du Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles (BACE);
- en élaborant une stratégie nationale en matière de littératie en collaboration avec les provinces et les territoires.

Le concept traditionnel de la littératie – soit la capacité de lecture, d'écriture et de calcul – englobe aujourd'hui un ensemble de compétences supplémentaires, dites essentielles, qui comprennent l'utilisation de l'ordinateur, l'utilisation de documents, la communication orale et ainsi de suite. Les compétences essentielles sont, à leur tour, les fondements dont nous avons tous besoin pour obtenir un emploi, acquérir des compétences spécialisées, avancer notre carrière, et répondre aux besoins de notre économie du savoir en plein essor. Bien que le Canada ait surmonté la récession mondiale de 2008-2009 mieux que la plupart des économies développées et qu'il possède une infrastructure d'enseignement relativement bien développée, il fait néanmoins face à un problème chronique et qui ne cesse d'empirer en matière de littératie et de compétences essentielles.

Ce problème remet constamment en question notre capacité d'atteindre les niveaux de compétence professionnelle et de productivité requis pour être concurrentiels dans le monde. Les résultats du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), publié par l'OCDE en

2013, jettent un éclairage crédible sur la nature de ce problème. D'après ces résultats, les taux de littératie au Canada ne se situent que dans la moyenne de ceux des pays de l'OCDE, tandis que les taux de numératie chez les jeunes y sont inférieurs à la moyenne. En outre, le Canada affiche un moins bon rendement dans ces deux catégories par rapport à une précédente enquête mondiale effectuée il y a onze ans. Il s'agit d'une tendance inquiétante, car ces compétences constituent les fondements de compétences professionnelles et spécialisées essentielles, en plus d'être en corrélation avec des facteurs socio-économiques importants, tels que le développement personnel, les niveaux de violence familiale et ainsi de suite.

Les racines du problème sont complexes et à multiples facettes. Les employeurs sont en concurrence pour recruter les meilleurs talents dans le bassin d'emploi et se prévaloir des avantages d'engager les meilleurs diplômés des systèmes d'éducation provinciaux, mais ils ont tendance à considérer la littératie en termes de « tout ou rien », comme s'il s'agissait d'un problème qui ne les concernait pas. Le montant par habitant dépensé par les employeurs pour le développement professionnel de leurs employés est en baisse au Canada depuis le milieu des années 1990. Pourtant, la recherche suggère qu'un simple gain de 1 % des capacités de lecture et d'écriture entraînerait une hausse de 2,5 % de la productivité et de 1,5 % du PIB du Canada. Il en va de l'intérêt de tous d'améliorer les niveaux de compétences essentielles, et les employeurs, tout particulièrement, ont l'occasion unique de faire partie de la solution au lieu de considérer ce problème comme quelque chose qui ne les concerne pas. Quoi qu'il en soit, cette situation n'est pas étrangère aux lacunes grandissantes au niveau des compétences observées chez les Canadiens, lacunes qui ont des répercussions inquiétantes sur notre avenir.

La pénurie de main-d'œuvre qui sévit en Alberta aggrave encore plus ce problème. Nous savons depuis des années que la croissance phénoménale du marché du travail en Alberta se traduit par une pénurie de personnes qualifiées pour occuper les nombreux emplois offerts; c'est pourquoi l'Alberta affiche depuis longtemps un taux de chômage parmi les plus bas au pays. Derrière cette situation, cependant, se cache une histoire ayant de graves répercussions pour l'Alberta et le Canada.

Le système éducatif de l'Alberta est l'un des meilleurs au Canada, mais la recherche montre que moins de 50 % des jeunes diplômés du secondaire sont parfaitement préparés à réussir leurs études postsecondaires ou leur parcours professionnel. Cette situation est particulièrement préoccupante, car les métiers et les technologies évoluent si rapidement que même les travailleurs les plus expérimentés ont du mal à en suivre le rythme.

Les membres des Premières nations sont sous-représentés dans la population active, et leur taux de pauvreté et leurs résultats scolaires sont une véritable honte nationale. Nous savons qu'un grand nombre d'immigrants arrivent de leur pays d'origine avec des compétences professionnelles, mais que, pour diverses raisons, ils parviennent difficilement à tirer parti de ces compétences pour obtenir des emplois bien rémunérés ici. Nous savons que de nombreux apprenants passent à travers les mailles du filet de nos systèmes d'enseignement secondaire et postsecondaire. La preuve en est qu'un pourcentage élevé d'adultes (40 % à l'échelle nationale) a des niveaux de compétences essentielles insuffisants pour répondre aux besoins de notre économie avancée.

D'autres pays envisagent des solutions innovantes à ces problèmes. Compte tenu de sa faible croissance démographique et de ses politiques gouvernementales qui limitent l'apport de travailleurs étrangers, Singapour cherche des adultes ayant le potentiel de se joindre à la main-d'œuvre qualifiée, afin de les doter des compétences nécessaires à la réussite. En d'autres termes, le gouvernement de ce pays

s'emploie à utiliser pleinement la capacité de chaque personne par le truchement de la formation et de l'éducation des adultes. Les pays scandinaves, qui devancent le Canada parmi les pays de l'OCDE en ce qui concerne les niveaux de littératie et de compétences essentielles, ont quant à eux mis en œuvre des stratégies nationales en matière de littératie.

Les inégalités constatées dans les niveaux de compétences essentielles ne sont pas réparties uniformément dans tout le Canada, mais, de toute évidence, le Canada peut et doit améliorer les bases éducatives afin de réduire le nombre de ses citoyens qui passent au travers des mailles du filet. En l'absence d'une stratégie nationale en matière de littératie, comme celles mises en place dans les pays scandinaves, le gouvernement fédéral peut atténuer le problème d'une manière significative en finançant les organisations locales qui travaillent à l'avant-plan de l'éducation des adultes d'un bout à l'autre du Canada, de manière à répondre aux besoins des apprenants qui cherchent à améliorer leurs compétences et leurs connaissances.

Fortes de leurs ressources collectives et de leur vaste réseau de partenaires communautaires, les organisations partenaires situées en Alberta, qui sont les auteures de la présente proposition (le Community Learning Network, le Centre for Family Literacy et Literacy Alberta), travaillent avec les familles et les apprenants adultes de l'Alberta dans le but de les aider à atteindre leurs objectifs personnels, professionnels ou éducatifs. Notre personnel collabore directement avec les personnes vulnérables à l'élaboration de solutions personnalisées qui améliorent leur capacité à s'adapter et qui les préparent à réussir au travail et à l'école.

À l'aide du soutien financier du gouvernement fédéral, les organisations comme la nôtre pourront continuer d'apporter d'importants changements positifs dans la vie de milliers d'Albertains, de répondre aux besoins économiques pressants du Canada, et d'aider tous les Canadiens à acquérir les compétences nécessaires à leur réussite.

Plus précisément, nos organisations recommandent que le gouvernement fédéral appuie la littératie :

- en faisant de la littératie et de son financement une grande priorité du gouvernement fédéral
- en augmentant le financement du Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles (BACE)
- en élaborant une stratégie nationale en matière de littératie en collaboration avec les provinces et les territoires.

Document de référence :

ALEXANDER, C. et J. Bendiner. *Étude spéciale : Littératie et numératie : la situation au Canada se détériore*, 2013.